

Une posture fédérale



Où en est la démocratie ?

La démocratie française est fondée sur un principe de représentation et de délégation de pouvoir par des citoyens exprimant leur choix par un vote.

Le pacte républicain, structuré par des principes fondateurs (de liberté, d'égalité et de fraternité) est aujourd'hui fragilisé par différentes réalités sociales. Selon Alain Penven, les inégalités sociales et économiques croissantes, la persistance des discriminations renforcent la crise de confiance à l'égard des institutions et de la classe politique.

Cette démocratie en souffrance se constate par des signes comme la diminution du militantisme politique et syndical, des débats entre les décideurs et les citoyens qui se réduisent à une simple consultation, une vie sociale qui ne dépasse pas la sphère privée ou l'environnement très proche.



Pour le collectif du pouvoir d'agir¹, si les citoyens ne participent pas ou peu aux affaires publiques, ce n'est pas parce qu'ils s'en désintéressent, mais parce qu'ils n'ont pas, dans les espaces qu'on leur propose, de réels pouvoirs sur les questions qui les concernent. On ne leur reconnaît pas la capacité d'agir et de participer à la décision du bien commun.

Au delà d'une démocratie fragilisée, un contexte socio économique fragile.

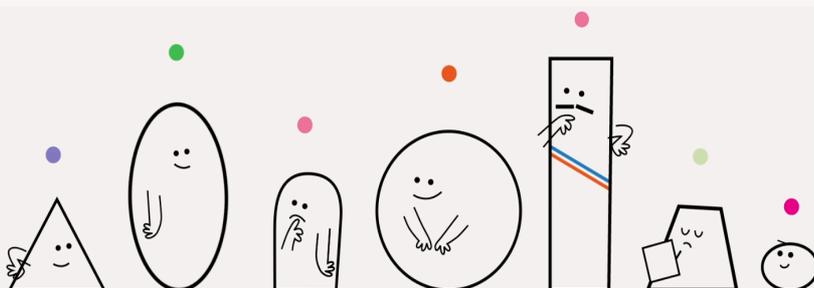
Dans le contexte socio économique actuel, nous observons que la dignité humaine est régulièrement bafouée. Comme beaucoup d'autres forces vives citoyennes, nous voulons alerter nos futurs décideurs politiques sur l'urgence des situations personnelles et familiales d'un nombre croissant de concitoyens.

Parallèlement, nous constatons que les lois et les dispositifs publics manquent parfois d'efficacité ou ne peuvent être appliqués, faute de moyens ou d'adéquation de ceux-ci aux problèmes rencontrés.

Face aux réalités sociales et à la fragilisation de la démocratie, les périodes pré-électorales sont une des opportunités à saisir pour « créer les conditions du pouvoir d'agir des citoyens pour mieux vivre ensemble dans une démocratie vivante et solidaire ». (extrait texte d'appel 2011 du collectif du pouvoir d'agir)

Le pouvoir d'agir des habitants, ce sont des acteurs conscients, mobilisés, mobilisables et capables de construire des réponses aux réalités sociales qu'ils affrontent.

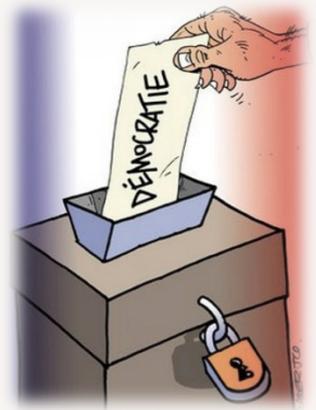
Pour Isabelle Foucher², renforcer le pouvoir d'agir des citoyens est potentiellement le moteur d'un approfondissement démocratique.



Notre vision d'avenir et nos propositions

Les acteurs bénévoles et salariés des centres sociaux pensent que les solutions à bâtir doivent s'appuyer sur une implication des citoyens dans la gestion des projets d'intérêt général sur leur territoire de vie, quelle que soit leur situation personnelle. Cela ne se fait pas sans un changement de regard porté par les responsables politiques vers les habitants et leur capacité à agir et à co-construire la cité.

Les solidarités de proximité, parce qu'elles sont un complément indispensable aux dispositifs publics doivent donc être, de notre point de vue, reconnues et encouragées.



Pour cela, nous invitons les futurs élus à développer la participation citoyenne :

- 1) Par la mise en œuvre d'une politique de participation, qui au delà de la consultation, favorise la co-construction de la décision ;
- 2) Par la reconnaissance de l'autonomie des projets associatifs ;
- 3) Par un soutien à l'expérimentation sociale et solidaire basée sur l'initiative citoyenne, indispensable pour des formes de réponses alternatives novatrices, là où les politiques publiques et les dispositifs de droits communs ont trouvé leur limite ;
- 4) Par la signature de pactes de coopération entre les centres sociaux présents sur leur collectivité locale et les co-financeurs, pour garantir un environnement partenarial stable et une pratique d'action sociale renouvelée.

Mais dès à présent, nous pouvons agir, parce que les élections municipales sont un sujet important dans la vie de la cité.

1) A minima, inciter les habitants à se saisir de leur droit au vote :

- En sensibilisant les habitants à l'intérêt de porter un acte citoyen mais aussi démocratique qui leur est proposé comme le vote.
- En s'outillant collectivement pour comprendre les projets politiques de nos candidats.

2) Les périodes pré-électorales peuvent être saisies pour favoriser l'expression des habitants ainsi que les débats entre les citoyens et les candidats. Ce sont des moments importants d'échanges entre les futurs élus et les citoyens :

- Nous pouvons inviter les candidats à échanger sur les thèmes sociaux qui nous préoccupent, pour accompagner leurs réflexions, influencer sur les décisions, les projets qui concernent les habitants, mais aussi pour leur parler de nos projets, de nos centres sociaux et des coopérations à construire.
- Nous pouvons inviter les citoyens à participer aux rencontres publiques organisées par les différents candidats pour débattre et construire de l'intelligence collective.

Le réseau des centres sociaux de Loire Atlantique.

